

Extrait du site UGTG.org

url :Ã <http://ugtg.org/spip.php?article84>

WOULO POU 1Ã© MÃ‰ !

- Expressions - Tracts -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : mercredi 12 avril 2006

Mis Ã jour le : dimanche 25 mai 2008

UGTG.org

POUR DES EMPLOIS DURABLES, POUR DES SALAIRES D'AUTOCENT LUTTONS CONTRE LES LICENCIEMENTS, LA PRÃ©CARITÃ©, L'EXCLUSION, L'EXPLOITATION, LA DISCRIMINATION ET LA REPRESSION ANTI-SYNDICALE

Camarades, Travailleurs, Jeunes, RetraitÃ©s, ChÃ©meurs, Peuple de Guadeloupe,

Ce sont donc 12 organisations syndicales des secteurs publics et privÃ©s qui nous appellent le **01 Mai 2006** Ã dÃ©filer dans les rues de Saint-FranÃ§ois pour une grande journÃ©e de riposte, de solidaritÃ©, d'unitÃ© et d'engagement.

Le 01 Mai, toute la journÃ©e, **les organisations CFTC, CGTG, CTU, FAEN-SNCL, FO, FSU, SPEG, SNETAA-EIL, SNUI, UIR-CFDT, UGTG, UNSA, ANSANM, ANSANM** nous invitent Ã faire une vraie dÃ©monstration de notre unitÃ©, de notre solidaritÃ© et de notre dÃ©termination Ã lutter pour refuser la vie que veulent nous imposer les politiques publiques et le patronat.

Nous, Travailleurs, Jeunes, ChÃ©meurs, RetraitÃ©s, Peuple de Guadeloupe, savons mieux que quiconque comment les hommes et les femmes du **pÃ©yi Gwadeloup** souffrent du chÃ©mage, de la prÃ©caritÃ©, de la misÃ©re, de l'exclusion, de la discrimination, du mÃ©pris.

Nous sommes malades des conditions de vie et de travail invalidantes et avilissantes qui prÃ©valent en Guadeloupe.

Comment veut-on, en effet, nous faire croire que notre pays est prospÃ©re et Ã©quilibrÃ© quand :

â€¢ Plus de **65.000** GuadeloupÃ©ens ne travaillent pas dont **11.000** de moins de **25** ans ;

â€¢ **145.000** personnes sont couvertes par la CMU soit **35 %** de la population totale ;

â€¢ **32 000** personnes touchent le RMI pour un total de **70 000** bÃ©nÃ©ficiaires ;

â€¢ **17 000** familles (soient **90 000** personnes) vivent en dessous du seuil de pauvretÃ© ;

â€¢ **16 %** des enfants de Guadeloupe sont rÃ©pertoriÃ©s comme Â« pauvres Â » ;

â€¢ Plus de **70%** des chÃ©meurs ont au plus un niveau CAP-BEP ;

â€¢ **30%** des hospitalisations ont pour origine des affections digestives ou cardiologiques ;

âEuros€ Le taux de mortalitÃ© pÃ©rinatale est de 15% en Guadeloupe contre 7,4% en France ;

âEuros€ Des rÃ©sultats scolaires infÃ©rieurs de 10 Ã 20 points Ã ceux de la France.

DROIT AU TRAVAIL, A LA SANTÃ©, A UNE VIE DÃ©CENTE POUR TOUS

DÃ©sormais, dans tous les secteurs d'activitÃ©s, les acquis sociaux constituent des obstacles Ã la loi du marchÃ©. DÃ©rÃ©glementation, spÃ©culation financiÃ¨re et fonciÃ¨re, recherche du profit maximum par tous les moyens sont les rÃ©gles des capitalistes aidÃ©s par l'Etat. Pour exemple :

Notre systÃ¨me de santÃ©, principalement curative, procure aux marchands de la santÃ© de substantielles richesses. Pire, nous sommes de moins en moins bien soignÃ©s, davwa si nous ne sommes pas solvables et rentables nous ne pourrions payer ni nos mÃ©dicaments ni les mÃ©decins, ni les agents, ni nos soins dentaires.

Ainsi, nous assistons, depuis quelques temps, au dÃ©veloppement d'une mÃ©decine Ã deux vitesses : l'une pour les pauvres, l'une pour les riches fortement marquÃ© par le « syndrome du boeing ».

Les hÃteliers annoncent un taux de remplissage record, et pourtant d'aucun dÃ©clare que le tourisme ne rapporte pas.

Depuis plusieurs annÃ©es, et singuliÃ¨rement depuis ces derniers mois, nous sommes tÃ©moins d'une cascade de fermetures d'hÃtels en vue de les transformer en rÃ©sidences hÃtelÃ¨res de luxe provoquant le licenciement de milliers de Travailleurs et nous interdisant, dans le mÃªme temps l'accÃ>s Ã nos plages, notre bien commun Ã tous.

Dans le secteur des produits pÃ©troliers, ce sont prÃ©s d'un millier d'emplois qui sont dÃ©sormais menacÃ©s par l'installation de stations service sans pompistes bÃ©nÃ©ficiant des agrÃ©ments et autorisations de l'Etat.

Ce sont aussi plusieurs dizaines de familles qui sont en souffrance menacÃ©es par la probable liquidation de la ferme de CampÃ©che pour de sombres projets de spÃ©culations fonciÃ¨res mettant dans le mÃªme temps Ã mal la production locale d'oeufs frais.

Que dire du licenciement de milliers de Travailleurs dans la banane alors que certains s'enrichissent en empoisonnant nos terres, nos cultures, nos riviÃ¨res, nos Ã©crevisses, notre santÃ© au chlordÃ©cone, produit interdit en France depuis 15 ans.

Mais que dire aussi de l'absence de politique cohÃ©rente en matiÃ¨re d'amÃ©nagement du territoire, de transport public et de traitement des dÃ©chets.

REFUSONS L'EXPLOITATION, LA PRÃ©CARITÃ© ET LA PAUVRETÃ© !

La remise en cause des droits sociaux, des libertÃ©s fondamentales et dÃ©mocratiques (droit de grÃ©ve, droit d'expression, rÃ©pression farouche anti-immigrÃ©e, â€¦) par les Gouvernements successifs de Droite comme de Gauche a pour objectif la gÃ©nÃ©ralisation de la prÃ©caritÃ© dÃ©bouchant inexorablement sur plus de misÃ©re, de pauvretÃ©, d'exclusion, de discrimination, de rÃ©pression et cela dans le but de satisfaire aux injonctions du Patronat (MEDEF, CGPME, â€¦) et du Grand Capital International.

AprÃ¨s les TUC, CES, CEC, Emplois jeunes, CIA, Contrat d'avenir, Contrat d'accompagnement dans l'emploi, CI-RMA, le CNE et le feu CPE correspondent Ã la lÃ©galisation et Ã l'Ã©largissement de la prÃ©caritÃ© Ã l'ensemble du monde ouvrier public et privÃ© voulant ainsi rendre les Travailleurs plus mallÃ©ables et corvÃ©ables Ã merci et cela au nom de la sacro-sainte mondialisation.

REFUSONS LA RÃ©PRESSION, LA DISCRIMINATION ET LE RACISME

La criminalisation de l'action syndicale, organisÃ©e par l'Etat, le patronat et la justice coloniale, notamment Ã travers les peines de prison, les saisies sur comptes bancaires, les amendes que subissent les travailleurs en lutte, sont l'illustration d'une dÃ©rive fasciste marquÃ©e par les propos de membres du Gouvernement FranÃ§ais voyant des effets positifs Ã la colonisation.

Ceux-lÃ mÃªmes, avec d'autres, qui veulent transformer un accident en assassinat raciste Ã Saint-Martin ou soutiennent des interventions de gendarmes dans une Ã©cole primaire Ã Bouillante.

SANBLÃ© POU LITÃ© SAN MANJÃ© AN MEN A YO

Aussi, les LycÃ©ens, les Etudiants, les Mutualistes de Guadeloupe, les Travailleurs de Courcelles, de Carrefour, de CaraÃ«bes Import, de la Banane, de BricocÃ©ram, de Danone, de la GÃ©nÃ©rale des Eaux, de HTN, d'Esso Lamentin, des Cliniques privÃ©es, du CHU, des ImpÃªts, des Douanes, d'EDF, de la DSDS, de l'Education Nationale, du CollÃ©ge BEBEL, de la SRMG, d'Azurel, du Club MÃ©d, de Callinago, de la Ferme de CampÃ©che, de l'abattoir du Moule, des CollectivitÃ©s locales, de l'association Vivre Mieux, de la SÃ©curitÃ© Sociale, â€¦ ont raison.

Wi, YO NI RÃ©ZON

Raison de sÃ©Euro"opposer Ã lÃ©Euro"exploitation. Raison dÃ©Euro"exiger des emplois durables.

Raison dÃ©Euro"exiger un salaire dÃ©cent et des conditions de travail meilleures.

Raison de sÃ©Euro"opposer aux licenciements.

Raison de dÃ©noncer le mÃ©pris, la discrimination et le racisme dont nous sommes victimes.

Raison de refuser une vie de misÃ©re.

Raison de sÃ©Euro"opposer aux attaques du Gouvernement.

Raison dÃ©Euro"exiger le respect du code du travail, des conventions collectives, des accords collectifs et des statuts de la Fonction Publique.

Raison dÃ©Euro"exiger la sauvegarde des mutuelles de Guadeloupe.

Raison de dÃ©fendre les libertÃ©s syndicales.

Raison dÃ©Euro"exiger une politique de santÃ© au service des GuadeloupÃ©ens.

Raison dÃ©Euro"exiger une politique pour lÃ©Euro"Ã©ducation et la formation de la jeunesse.

Raison dÃ©Euro"exiger la prioritÃ© dÃ©Euro"embauche et la promotion des GuadeloupÃ©ens.

Raison de sÃ©Euro"opposer Ã lÃ©Euro"empoisonnement de nos terres et Ã la privatisation de nos plages.

Raison dÃ©Euro"exiger lÃ©Euro"adaptation des programmes scolaires Ã nos rÃ©alitÃ©sÃ©Euro!âEuro!..

En dÃ©finitive, les Travailleurs, ChÃ©meurs, Jeunes, RetraitÃ©s doivent, sans hÃ©sitation, san pÃ©d tan, lÃ©vÃ© gaoulÃ©. GaoulÃ© Ã© boulvÃ©s pou kalbandÃ© ce systÃ©me qui opprime la jeunesse, les femmes et les hommes qui chaque jour, ka pÃ©tÃ© mannÃ©v pour espÃ©rer un nouvel Ã©quilibre, une vie plus juste.

**ANSANM ANSANM POU BA PÃ©YILA ON DOT BALAN
POU KALBANDÃ© LESPWATASYON KAPITALIS Ã©
KOLONYALIS**

RASSEMBLEMENT

LUNDI 1er MAI 2006 08 H 30

DEVANT LE STADE DE SAINT-FRANÇOIS

**CFTC - CGTG • CTU • FO • FAEN/SNCL • FSU • SNETTA/EIL
• SNUI • SPEG • UGTG - UIR/CFDT • UNSA**